

Unis derrière le drapeau

Revenant sur le discours prononcé par le Président de la République à l'occasion du lancement du Centenaire de la Guerre 14-18, le général Henry-Jean Fournier s'interroge sur le bien fondé de certaines paroles et annonces faites alors

La déclaration du Président de la République destinée à marquer le lancement du Centenaire de la Première Guerre mondiale semble avoir fait l'objet d'une certaine unanimité dans le monde médiatico-politique, notamment en raison de son appel à l'unité de la Nation, comme au bon vieux temps de « l'Union sacrée » qui a constitué le ciment de notre pays au cours de cet affrontement titanesque.

Sans nous attarder sur le fait de déclencher le centenaire de la guerre alors même que l'on n'a pas encore célébré le centenaire de l'entrée en guerre et qu'il y a tout juste cent ans, nos ancêtres ignoraient ce qui allait advenir quelques mois plus tard, interrogeons-nous sur le contenu de ce message présidentiel.

Pourquoi, en effet, dès lors qu'il en appelle à l'union autour du souvenir, faut-il qu'aussitôt, il annonce des dispositions qui ne peuvent que semer des ferments de division ?

Ainsi, son hommage aux 1 400 000 Français morts au champ d'honneur tient-il en une dizaine de lignes, tandis qu'il s'étend abondamment sur le cas des « fusillés », citant Lionel Jospin comme on citerait un oracle grec.

Reconnaissons cependant qu'il a eu la sagesse de suivre la recommandation de la « commission Prost », en se limitant à une déclaration visant à proposer une réconciliation avec les quelques familles demandant une réhabilitation. Souhaitons que l'on en reste là et que ces quelques cas, certes douloureux, n'occupent pas le champ médiatique plus qu'ils n'ont occupé le champ d'honneur.

Il n'est jamais bon d'instrumentaliser l'Histoire

Pourquoi parler ensuite de « dette d'honneur » vis-à-vis des descendants des combattants originaires d'Afrique et d'Asie, alors que c'est avant tout à leurs aïeux que nous devons reconnaissance, essentiellement parce qu'ils ont su remplir leur devoir avant d'exiger des droits ? On ne peut pas dire que leurs descendants aient bien assimilé la leçon et les encourager ainsi à réclamer un hypothétique « du », ne peut être que la source de conflits déjà latents dans nos banlieues.

Pourquoi enfin annoncer le défilé de 72 pays sur les Champs Elysées, à l'occasion du prochain 14 juillet, quand les historiens ne connaissent que 23 Etats souverains ayant fait partie de la coalition des « Alliés ».

Les seuls autres pays qui pourraient trouver place dans ce défilé sont ceux qui étaient à l'époque des Etats à souveraineté limitée, placés sous le protectorat de la France, mais possédant parfois un emblème : le Maroc, le Tunisie, le Cambodge, le Laos, l'Annam, le Tonkin et Wallis et Futuna.

Tous les autres soldats originaires de l'Empire français provenaient de territoires qui n'avaient pas d'existence nationale ni de reconnaissance internationale.

Les combattants des protectorats comme ceux des possessions françaises ont combattu sous le drapeau français, que ces hommes ont servi avec loyauté, honneur et un dévouement souvent extraordinaire, jusqu'à la fin de leur vie, bien au-delà des indépendances survenues ultérieurement.

Il ne saurait donc être question de voir sur cette avenue emblématique de nos victoires, des drapeaux qui n'existaient pas il y a cent ans⁽¹⁾ car ce n'est pas au nom de l'idée nationale qu'ils représentent, que ces hommes ont combattu, non pas en vertu d'une quelconque alliance, mais bien parce qu'ils avaient accepté de servir la France, ce pays qui leur apportait sécurité, soins et éducation.

Mais bien entendu, les représentants actuels de ces pays ont toute leur place dans les tribunes officielles, pour acclamer le défilé.

Il n'est jamais bon d'instrumentaliser l'Histoire et de confondre commémoration avec compassion. Car, comme le dit le Président lui-même : « Commémorer, c'est renouveler le patriotisme, celui qui unit, qui rassemble ».

Alors, rassemblons-nous derrière le souvenir de ceux qui ont combattu et mobilisons les énergies, comme le souhaite le Président, mais « au-delà des intérêts particuliers ».

Peut-être alors, la France d'aujourd'hui, unie dans le souvenir de ceux qui ont tout sacrifié pour elle, il y a cent ans, trouvera-t-elle la force d'affronter les défis actuels.

Henry-Jean FOURNIER Officier général (2S)

1) *Comme peut le laisser croire le site de l'ECPAD, sur lequel figurent les drapeaux de nombreux pays »modernes » comme faisant partie des pays engagés aux cotés de la France au cours de la Grande Guerre.*